

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1848 — 1849.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 2.

M. JULLIOT, *rapporteur.*

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 4103. | Par pétition datée de Petigny, le 10 novembre 1848,
Le sieur Regnier réclame l'intervention de la Chambre pour que son droit à participer à l'affouage communal lui soit maintenu. — Concl. — Ordre du jour. |
| 2. | 3859. | Par pétition datée de Quaregnon, le 13 avril 1848,
Les membres de l'administration communale de Quaregnon prient la Chambre de voter les fonds nécessaires à la construction du canal de Jemmapes à Alost et du canal de Mons à la Sambre, ou d'autoriser le Gouvernement à employer, pour l'exécution de ces canaux, les 2,000,000 de francs de cautionnement qui se trouvent dans les caisses de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 3. | 3171. | Par pétition datée de Bruxelles, le 8 mai 1847,
La société concessionnaire du chemin de fer de la vallée de la Dendre et du canal de Jemmapes à Alost, demande de pouvoir employer ses 2,000,000 de francs de cautionnement à l'acquisition de terrains et à l'exécution des travaux d'une des sections du chemin de fer. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 4. | 3868. | Par pétition datée du 20 avril 1848,
Les administrations communales et plusieurs habitants de Chokier, Aweis, Engis, Hermalle-sous-Huy et Flône |

demandent que des mesures soient prises pour continuer et activer les travaux du chemin de fer de Namur à Liège.

Même demande de plusieurs habitants de Huy. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

5. 3872. Par pétition sans date,
Les administrations communales et des habitants d'Ougrée, Flémalle-Haute, Flémalle-Grande, Seraing et Jemeppe demandent que des mesures soient prises pour continuer et activer les travaux du chemin de fer de Namur à Liège.
Même demande des administrations communales et de quelques habitants d'Anthoît, Neuville-sous-Huy, Tihange, Amay, Ombrat-Rausa, Villers-le-Bouillet et Ampsin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
6. 3903. Par pétition datée d'Andenne, le 19 avril 1848,
Plusieurs habitants d'Andenne demandent que des mesures soient prises pour continuer et activer les travaux du chemin de fer de Namur à Liège. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
7. 4026. Par pétition datée de Fleurus, le 1^{er} juillet 1848,
Les membres de l'administration communale et plusieurs habitants de Fleurus demandent que des mesures soient prises pour faire activer les travaux du chemin de fer de Louvain à la Sambre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
8. 4106. Par pétition datée de Baudour, le 22 août 1848,
L'administration communale et plusieurs habitants de Baudour prient la Chambre d'accorder au sieur Ballieux et comp. la concession d'un chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
9. 4109. Par pétition datée de Bruxelles, le 15 novembre 1848,
Quelques habitants de Bruxelles prient la Chambre de rejeter le projet de loi qui réduit le nombre des membres de la députation permanente du conseil provincial et demandent la suppression des commissaires d'arrondissement et les élections générales au chef-lieu du canton. — Concl. — Ordre du jour.
10. 4102. Par pétition datée de Petigny, le 10 novembre 1848,
Le sieur Regnier, conseiller communal à Petigny, demande la suppression des jéttons de présence accordés aux

- conseillers communaux de Petigny et la réduction à moitié du traitement des bourgmestre et échevins de cette commune, et propose de supprimer les commissaires d'arrondissement et les gouverneurs de province. — Concl. — Ordre du jour.
11. 4125. Par pétition datée de Saint-Mard, le 17 novembre 1848.
Les sieurs Saussus et Willière, receveurs de barrières, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir une réduction sur le prix de fermage des barrières dont ils sont adjudicataires. — Concl. — Ordre du jour.
12. 4138. Par pétition datée de Mariembourg, le 20 novembre 1848,
Les instituteurs primaires des cantons de Philippeville et de Couvin demandent que l'enseignement primaire soit donné aux frais de l'État, dans les communes qui ne peuvent pourvoir à toutes les dépenses de l'instruction; que les instituteurs reçoivent un traitement de mille francs au moins à payer par l'État; que les élèves solvables soient soumis à une rétribution à verser au trésor, et que la direction des écoles soit remise au Gouvernement. — Concl. — Ordre du jour.
13. 4149. Par pétition sans date,
Les instituteurs primaires du canton de Thuin demandent que les instituteurs soient nommés et rétribués par l'État; que leur traitement soit au moins de 1,000 francs, et que la rétribution à payer par les élèves solvables soit perçue par les receveurs communaux. — Concl. — Ordre du jour.
14. 4088. Par pétition datée de Chimay, le 7 novembre 1848,
Les instituteurs primaires du canton de Chimay demandent que les instituteurs soient nommés et rétribués par l'État; que leur traitement soit de 1,000 francs dans les communes les moins peuplées, et proposent le moyen de faire face à ces dépenses. — Concl. — Ordre du jour.
15. 4137. Par pétition datée de Tubize, le 20 novembre 1848,
Quelques secrétaires communaux dans l'arrondissement de Nivelles prient la Chambre de modifier l'art. 111 de la loi communale, pour que leur traitement puisse être mis en rapport avec leur travail, et demandent qu'il soit établi une caisse de retraite en faveur des secrétaires communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
16. 3922. Par pétition datée de Chimay, le 30 avril 1848,
Plusieurs habitants de Chimay demandent que les élections pour les Chambres aient lieu au chef-lieu du canton. Concl. — Ordre du jour.

17. 3930. Par pétition datée de Grammont, le 6 mai 1848,
Le conseil communal de Grammont demande que, pour les élections aux Chambres, les électeurs de l'arrondissement d'Alost puissent se réunir dans les villes d'Alost, de Grammont et de Ninove, ou bien aux chef-lieux de canton. — Concl. — Ordre du jour.
18. 3931. Par pétition datée de Sottegem, le 28 avril 1848,
Les membres du conseil communal de Sottegem demandent que, lors des élections pour les Chambres, qui doivent se faire dans l'arrondissement d'Alost, les électeurs puissent se réunir à Ninove, Alost, Grammont et Sottegem, ou bien aux chef-lieux de canton. — Concl. — Ordre du jour.
19. 3869. Par pétition datée de Ninove, le 20 avril 1848,
Le conseil communal de Ninove demande que les électeurs de l'arrondissement d'Alost, qui sont appelés à procéder au choix de Représentants ou de Sénateurs, puissent se réunir à Alost, Ninove et Grammont, ou bien au chef-lieu de leur canton. — Concl. — Ordre du jour.
20. 3937. Par pétition datée de Saint-Laurent, le 6 mai 1848,
Le conseil communal de Saint-Laurent demande une loi qui assure la liberté et le secret du vote dans les élections; qui déclare incompatibles, dans certains cas, le mandat de conseiller communal avec les fonctions de membre du conseil de fabrique d'église ou d'une administration de bienfaisance, et qui prononce une incompatibilité entre les fonctions de juge de paix et le mandat de conseiller provincial, lorsque ces magistrats sont élus dans leurs cantons. — Concl. — Ordre du jour.
21. 3916. Par pétition datée de Kerxken, le 19 avril 1848,
Quelques habitants de Kerxken proposent des mesures pour assurer la liberté des élections communales — Concl. — Ordre du jour.
22. 3708. Par pétition sans date,
Quelques habitants dans la province de Luxembourg demandent une loi qui interdise aux ministres du culte de s'immiscer dans les élections. — Concl. — Ordre du jour.
23. 4104. Par pétition datée de Suerbempde, le 7 novembre 1848,
Le conseil de fabrique de l'église de Suerbempde demande que cette église soit érigée en succursale. — Concl. — Ordre du jour.
24. 4129. Par pétition sans date,
Le conseil communal de Strée demande la révision de

l'art. 23 de la loi sur l'enseignement primaire, relatif aux subsides à fournir par les communes. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du Budget de l'Intérieur.

25. 4101. Par pétition datée de Gand, le 11 novembre 1848,
La députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale demande la révision de la loi sur l'instruction primaire, et prie la Chambre d'admettre le principe de la distribution des subsides du Gouvernement dans la proportion relative du montant des dépenses pour l'instruction primaire dans chaque province. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du Budget de l'Intérieur.
26. 4048. Par pétition datée de Musson, le 22 juillet 1848,
Plusieurs habitants de Musson demandent la révision de la loi sur les pensions et de la liste des pensions, la réduction des traitements élevés, l'établissement d'un conseil d'État, la réforme de la loi sur la contribution personnelle, la suppression ou la réduction du droit de barrière sur les routes dans la province de Luxembourg, la réforme postale, le retrait de la loi sur la chasse, la réduction de l'armée, l'établissement d'une banque foncière par le Gouvernement, une contribution de 10 p. % sur le montant des assurances contre toute espèce de risques, et des modifications aux lois électorales relativement au lieu de réunion des électeurs. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion des divers Budgets.
27. 4105. Par pétition datée d'Ixelles, le 15 novembre 1848,
Le sieur Chomé, ancien inspecteur en chef, receveur des douanes, des accises et de la garantie à Bruxelles, prie la Chambre de s'occuper du projet de loi concernant un crédit destiné au paiement ou à la régularisation de pensions d'anciens fonctionnaires du Département des Finances. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
28. 4153. Par pétition datée du 19 novembre 1848,
Plusieurs habitants de Wynghene, Zwevezele, Bernem et d'autres communes demandent le déplacement de la station du chemin de fer à Bloemendaele. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
29. 4110. Par pétition datée de Charneux, le 20 octobre 1848,
Les habitants de la section de Charneux, commune de Harsin, réclament l'intervention de la Chambre, pour faire rapporter l'ordonnance qui, les détachant de la pa-

roisse de Roy, les a réunis à la cure de Chavanne.—Concl.
Ordre du jour.

30. 4126. Par pétition datée de Sommethonne, le 17 novembre 1848,
Quelques habitants de Sommethonne, commune de Villers-la-Loue, et des environs, demandent le maintien du bureau des douanes établi à Sommethonne. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
31. 4100. Par pétition datée de Mons, le 10 novembre 1848,
Quelques habitants de Mons demandent le suffrage universel. — Concl. — Ordre du jour.
32. 4089. Par pétition datée de Menin, le 10 novembre 1848,
Le sieur Cornu, capitaine du génie, pensionné, demande que le projet sur les brevets d'invention, qui a été rédigé par M. Jobard, soit converti en loi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
33. 4127. Par pétition datée de Namur, le 18 novembre 1848,
Le sieur Godefroy demande une loi sur les brevets d'invention. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

